



9/10 - 1995

CROCODILE

Lettre aux Parlements d'Europe - Fondée par Altiero Spinelli • Letter to the Parliaments of Europe - Founded by Altiero Spinelli

Les citoyens, la CIG...
The citizens, the IGC...

Raymonde Dury
 et Hanna Maji-Weggen

p. 3-5

... and the Economic and Monetary Union
... et l'union économique et monétaire

Christa Randzio-Plath

p. 8

Pour une Europe Fédérale
For a Federal Europe

Emma Bonino

p. 11

Why European Union ?
Pourquoi l'Europe ?

Roman Herzog

p. 12

Senatus mala bestia (II)

L'Intergroupe fédéraliste créé au sein du Parlement italien a déposé un projet de résolution en vue de la Conférence intergouvernementale de 1996 et du prochain semestre de présidence italienne du Conseil (janvier-juin 1996). Nous en publions les points essentiels en espérant que cet exemple soit suivi par d'autres parlements nationaux (et par le Parlement européen).

L'Assemblée,

A. considérant que les parlements nationaux sont appelés à exprimer ex post - avec un oui ou avec un non - leur voix sur les résultats de la Conférence intergouvernementale et que le Parlement européen n'est appelé à exprimer qu'un avis ex ante sur la convocation éventuelle de la Conférence;

B. considérant que, au delà de ces activités parlementaires, les négociations pour la réforme du Traité de Maastricht seraient destinées à suivre le schéma traditionnel des tractations diplomatiques internationales et que, à la fin de ces tractations, les modifications au Traité devraient être signées et ratifiées à l'unanimité;

C. considérant que le Traité de Maastricht comprend un ensemble de règles fondamentales destinées à organiser les pouvoirs des institutions de l'Union européennes, à en déterminer les objectifs et que, à cause de cela, il ne peut en aucun cas être considéré comme un traité

Senatus mala bestia (II)

The federalist intergroup of the Italian Parliament has put down a draft resolution in respect of the Intergovernmental Conference of the 1996 and of the forthcoming Italian Presidency of the Council (January-June 1996). The essential points of this draft are published here in the hope that the Italian example will be followed by other National Parliaments (and by the European Parliament).

The Assembly

A. whereas the National Parliaments are called upon to vote ex post - with a yes or a no - on the results of the Intergovernmental Conference, whilst the European Parliament is only called upon to state its position ex ante on the possible convocation of the Conference.

B. whereas these parliamentary activities apart, the negotiations on the reform of the Treaty of Maastricht are destined to follow the traditional pattern of international diplomatic dealing, and that on the conclusion of this dealing the amendments to the Treaty are to be signed and ratified unanimously;

C. whereas the Treaty of Maastricht provides for basic rules on the powers and objectives of the institutions of the European Union and that for this reason it can in no way be considered an international treaty but must on the contrary be considered as the constitutional basis of the European Union;



international mais comme la base constitutionnelle de l'Union européenne;

D. considérant que, à partir de l'introduction de la procédure de codécision législative, la loi fondamentale de l'Union a reconnu un équilibre substantiel entre le Parlement européen en tant que représentant de l'intérêt européen et le Conseil des Ministres en tant que représentant des intérêts nationaux;

E. considérant que la réforme du Traité de Maastricht exige un équilibre entre l'intérêt européen et les intérêts nationaux;

F. considérant qu'il est évidemment souhaitable que tous les pays membres de l'Union européenne et les pays ayant demandé d'adhérer soient prêts à accepter une réforme globale de l'Union à vocation fédérale, mais que les positions exprimées par certains gouvernements montrent la difficulté extrême d'un accord unanime au sein de la Conférence intergouvernementale;

G. considérant qu'il faudra de toute façon éviter que le manque d'un accord unanime oblige les gouvernements qui soutiennent la vocation fédérale de l'Union à accepter des modifications basées sur le plus petit dénominateur commun ou l'extension des *opting out* ou l'application de la méthode de Schengen à d'autres secteurs de l'intégration;

H. considérant que, après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède et dans la perspective de l'élargissement aux pays de l'Europe centrale, l'hypothèse plus réaliste apparaît celle proposée par Jacques Delors d'une grande Europe d'un côté et d'une Fédération d'Etats nationaux de l'autre;

engage le gouvernement

1. à accepter la convocation de la Conférence intergouvernementale à la condition qu'elle soit accompagnée par un accord interinstitutionnel permettant au Parlement européen de présenter ses propres amendements aux propositions de modification élaborées par la Conférence et prévoyant la convocation d'un « comité de conciliation » chargé de rédiger le texte définitif à soumettre aux ratifications nationales;

2. à déclarer au début de la Conférence que son représentant ne pourra signer les conclusions de celle-ci que après avoir consulté son parlement national et compte tenu de l'avis du Parlement européen;

3. à annoncer au début de la Conférence que, dans le cas où s'avérerait impossible un accord unanime sur une réforme du Traité de Maastricht à vocation fédérale, il serait prêt à souscrire un traité autonome avec les autres gouvernements ayant la même volonté politique et à négocier avec la minorité un nouveau cadre de relations.

D. whereas commencing from the entry into force of the legislative co-decision procedure the basic law of the Union has recognised the existence of substantial equilibrium between the European Parliament as the representative of the European interest on the one hand, and the Council of Ministers as the representative of national interests on the other;

E. whereas reform of the Treaty of Maastricht requires an equilibrium between the European and national interests;

F. whereas it is manifestly desirable that all the Member States of the European Union and the candidate countries be prepared to accept that the Union be reformed wholesale into a Federal Union, but the position taken by certain governments prove that it will be extremely difficult to reach unanimous agreement in the Intergovernmental Conference;

*G. whereas it is imperative to avoid a situation whereby the lack of unanimous agreement obliges these governments supportive of a Federal Union to accept changes based on the lowest common denominator or to accept the extension of *opting out* or to accept the Schengen method of Treaty application to other areas of integration;*

H. whereas following the accession of Austria, Finland and Sweden, and in view of widening towards the Central European countries, the most realistic hypothesis seems to be that of Jacques Delors who envisaged a greater Europe on the one hand and a federation of Nation States on the other;

Calls upon the government :

1. to accept the convocation of the Intergovernmental Conference on condition that it be accompanied by an interinstitutional agreement allowing the European Parliament to put forward its own amendments to the modification proposals worked out by the Conference and that it insist upon the convocation of a « conciliation committee with the task of drafting the definitive text for submission to national ratification »;

2. to declare at the beginning of the Conference that its representative will sign the Conference conclusions only after having consulted his or her National Parliament having taken account of the opinion of the European Parliament;

3. to state at the beginning of the Conference that should it prove impossible to reach unanimous agreement on the transformation of the Treaty of Maastricht into a Federal Treaty it would be prepared to sign an autonomous Treaty with such other governments as share its political will and to negotiate a new framework of relations with the minority.

Notre priorité : l'Europe des citoyens

Le Traité de Maastricht a apporté au Parlement Européen de nouvelles responsabilités mais « le déficit démocratique » subsiste. Le Conseil des Ministres, composé de Ministres nationaux, exerce un grand pouvoir de décision dans des domaines qui, au niveau national, sont du ressort des parlements. Certes, le Parlement européen est doté d'un pouvoir de contrôle budgétaire puissant. Son contrôle sur le travail de la Commission est plus large depuis Maastricht. Ce déficit démocratique est aussi manifeste dans le décalage entre les citoyens et ceux qui sont chargés de les représenter. Le citoyen se sent exclu des prises de décisions et il a le sentiment de n'avoir aucune prise sur l'Europe, d'être « hors-jeu ».

En mai, le Parlement européen a adopté sa position sur la CIG ; la commission institutionnelle, à la demande des rapporteurs, a souhaité organiser une audition publique qui permettrait de rencontrer les citoyens.

L'invitation a été lancée via le Journal Officiel de la Communauté européenne. Bien que la procédure utilisée soit restée discrète, plus de 500 associations ont répondu à l'appel avec enthousiasme. Pendant deux jours, un dialogue s'est noué entre les citoyens et le Parlement européen. Au nom de l'intégration, l'Europe a failli aux principes de la démocratie. Il nous faut créer un nouvel espace public : celui-ci existe au niveau national et régional mais il faut l'inventer au niveau européen.

L'audition était fondée sur un triple pari : celui de la diversité, celui de la richesse de l'Europe et celui de la méthode. Il s'agissait de se comprendre et de comprendre les autres.

L'audition publique des 17 et 18 octobre a permis de dialoguer entre nous avec succès ; néanmoins l'exercice n'était pas assez interactif. L'utilité de construire un dialogue avec les forces vives s'est en tout cas révélée. Une deuxième audition sera organisée au début de 1996 de façon à pouvoir répondre aux nombreuses demandes qui nous ont été adressées.

Oui, nous devons prendre en compte les aspirations des associations qui s'étaient déplacées ; elles vont dans le sens d'une meilleure analyse des priorités et, par conséquent, de changements concrets à apporter dans le fonctionnement européen.

La Conférence Intergouvernementale de 1996 nous concerne tous. Elle est destinée à modifier les traités existants. Nous plaçons au centre de nos priorités les relations des citoyens avec l'Europe. Le vrai problème, c'est qu'il faut plus d'Europe, mais une Europe démocratique sans laquelle l'Europe sociale n'existera pas.

L'Europe démocratique est donc la clé. Les citoyens doivent devenir les véritables acteurs du changement.

Our priority : the Europe of citizens

The Treaty of Maastricht might have given the European Parliament new responsibilities, but the « democratic deficit » still remains. The Council of Ministers, composed of national ministers, exerts much power over the fields which, at national level, are within the competence of parliaments. Of course, the European Parliament has very great budgetary control powers. Its control over the work of the Commission has been increased since Maastricht. However the democratic deficit is still manifest in the discrepancy between the citizens and those who represent them. The citizen feels excluded from the decision-making process and that he has no say over Europe, in other words that he is « out of the frame ».

In May, the European Parliament adopted its position on the IGC. The Institutional Committee, on the request of the rapporteurs, decided to organise a public hearing to allow an exchange of view with the citizens.

The invitation was announced in the Official Journal of the European Community. Although the procedure chosen was restrictive, more than 500 associations responded with great enthusiasm.

For two days, there was dialogue between citizens and the European Parliament. In the name of integration, Europe failed the principles of democracy. We must create a new public space : it exists at national and regional level, but we must invent one at European level.

The hearing may have been founded on a three fold premise : diversity, European richness and method, but it was all about understanding each other and understanding the others.

The Public Hearing of 17 and 18 October allowed a fruitful exchange. However, the need for dialogue between active interests became evident. A second hearing will be organised at the beginning of 1996 so as to answer the numerous requests received.

Certainly, we must take account of the aspirations of those associations which came to the hearing. Their aspirations address a better analysis of priorities and, consequently, concrete changes needed in the proper functioning of Europe.

The Intergovernmental Conference of 1996 is our concern. It is intended to modify the existing Treaties. We place at the centre of our priorities the relationship between citizens and Europe.

What we really need is more Europe : a democratic Europe without which social Europe cannot exist. A democratic Europe is therefore the key. The citizens must become the true actors of the change.

Raymonde Dury, MEP

Rapporteur on the 1996 IGC for the EP



L'Europe des citoyens

Si on devait croire les médias, les citoyens de l'Europe émettent de nombreuses critiques concernant le fonctionnement de l'Union Européenne. Cependant il ressort du dernier « Eurobaromètre », un sondage mené par la Commission européenne, que l'appui prêté à l'intégration européenne est toujours considérable. 73% des citoyens européens sont en faveur de l'unification de l'Europe. Depuis des années, ce pourcentage se situe entre 70% à 80%.

Pourtant, nous ne devons pas sous-estimer la critique exprimée par les mass-média. D'une part les citoyens d'Europe soutiennent l'intégration ultérieure de l'Europe, mais d'autre part ils émettent de nombreuses critiques. Evidemment, les citoyens d'Europe désirent que l'Europe se développe de manière différente et meilleure.

Un des points de critique les plus importants lors de la réalisation du Traité de Maastricht, c'était la façon isolée de cette réalisation. C'était l'oeuvre de technocrates et de politiciens. Un Traité compliqué et incompréhensible avec des demi-solutions pour des problèmes majeurs. Des demi-solutions pour la politique étrangère et de sécurité commune pourtant nécessaire, des demi-solutions pour aborder rapidement en commun le problème de la criminalité internationale. Des demi-solutions pour réduire le déficit démocratique. Les citoyens se sont méfiés des résultats de Maastricht. C'est ce qui est ressorti en particulier des résultats des référenda après le Traité de Maastricht.

Apparemment, le message du citoyen européen était : nous sommes en faveur de l'intégration européenne, mais non pas de cette façon. Nous voulons que l'Union européenne se consacre aux grands problèmes de l'Union d'une façon effective et transparente, pour que chacun puisse constater la réalisation des décisions et leur contrôle démocratique. Il faut que tous les citoyens puissent suivre la politique européenne.

Maintenant après cinq ans, la réforme du Traité de Maastricht approche. Selon certains elle vient trop tôt, et notamment pour ceux qui ressentent encore les tristes suites du Traité. D'autres ne veulent pas tarder, prévoyant l'élargissement accéléré vers l'Europe Central et de l'Est et de l'instabilité de cette région.

pendant il est clair que, si la réforme du Traité se déroule de façon lente ou rapide,

A Citizens' Europe

If one was to believe the media, the citizens of Europe are highly critical of the working of the European Union. However, the latest « Eurobarometer » (an opinion poll sponsored by the European Commission) indicates that there is still considerable support for European integration. 73% of European citizens are in favour of European unification. For a number of years this figure has remained between 70% and 80%.

Nevertheless, we should not underestimate the mass media criticism. On one hand European citizens support the ultimate objective of European integration, and on the other hand they present a number of criticisms. Clearly Europe's citizens want Europe to develop in a different and better way. One of the most important criticism raised at the time of the Maastricht Treaty's adoption was the secret manner of its production. It was purely the work of technocrats and politicians, a complicated and incomprehensible treaty filled with half-solutions for major problems. Half-solutions for the Common Foreign and Security Policy which is so necessary, half-solutions to tackle rapidly together the threat of international crime.

Half-solutions to reduce the democratic deficit. Not surprising citizens went suspicious of the results of Maastricht, a fact which emerged clearly in the referenda to ratify the Treaty.

Apparently the message from European citizens was : we are in favour of European integration, but not in this manner. We want a European Union dedicated to solving the major problems of the Union in an effective and open way, so as everybody can note the decision taken and exercise a democratic control. Europe's citizens must be able to follow European policy-making.

Five years on, reform of the Maastricht Treaty looms large. According to some this reform comes too early, especially for those who still feel the sad evidence of the last reform. Citizens do not want any delay, as they foresee an accelerated enlargement towards Central and Eastern Europe and the risk of instability in this region. However, it is clear, that whether the Maastricht Treaty's reform is a fast or slow process does not affect one commonly held



chacun estime que lors de cette réforme, plus d'information et de concertation avec les citoyens sont des éléments nécessaires.

Le Parlement Européen, critiqué abondamment sur la procédure de la révision du Traité de Maastricht lors des élections de 1994, est conscient de la sensibilité de cette question auprès des citoyens. Pour cette raison, les deux rapporteurs du PE pour la Conférence Intergouvernementale (CIG) de 1996 (Raymonde Dury et Hanja Maij-Weggen) sont en faveur d'une stratégie ouverte et d'un engagement des citoyens aussi fort que possible au travail préparatoire de la réforme du Traité de Maastricht. Dans le cadre de cette stratégie ouverte, les parlement nationaux et les autres personnes directement engagées, comme les partenaires sociaux européens, sont invités à participer au travail de la Commission à la commission institutionnelle du PE. Dans ce cadre deux auditions sont organisées pour ces ONG qui représentent de grands groupes de citoyens et qui sont concernées par la politique européenne.

La première audition, qui a eu lieu au mois d'octobre et à laquelle 90 organisations ont participé, a été un grand succès. Des organisations dans le domaine des droits de l'homme, des organisation de migrants, des organisations des employeurs et des travailleurs, des organisations de famille, des femmes, des consommateurs et des organisations de protection des animaux et de l'environnement, se sont exprimées sur l'avenir de l'Europe.

Une deuxième audition est prévue au début de l'année prochaine. Encore une fois une centaine d'organisations, qui représentent souvent des millions de citoyens, auront possibilité de faire entendre leurs voix.

En mars 1996, les résultats de cette audition, les discussions avec les invités de la commission institutionnelle et le résultat des visites d'information des rapporteurs, seront repris dans le rapport final du Parlement européen sur la CIG de 1996. De cette manière, le Parlement Européen, la commission institutionnelle et ses rapporteurs veulent éviter qu'en 1996, à la réforme du Traité de Maastricht, les citoyens de l'Europe aient de nouveau le sentiment que le travail a été fait sans qu'ils soient informés.

L'Europe est en premier lieu pour les citoyens; pour cette raison leur implication est très importante.

feeling : everyone believes that during this reform more information and concertation is needed with the citizens. The European Parliament abundantly criticized on the procedure used to revise the Maastricht Treaty during the 1994 elections, is conscious of citizens' sensitivity on this issue. For this reason European Parliament's two rapporteurs on the 1996 Intergovernmental Conference (IGC), Ms Raymonde Dury and Ms Hanja Maij-Weggen, are in favour of an open strategy which involves European citizens as much as possible in the preparatory work of the Maastricht Treaty's reform.

In the framework of this open strategy, national parliaments and other directly committed (such as the European social partners) are invited to participate in the work of the European Parliament's Institutional Committee. In this framework, two hearings have been organized for NGOs which represent large groups of citizens and are concerned by European policy making.

The first hearing took place in October and 96 organisations participated. It was a great success. Organisations on human rights, migrants' rights, employers, workers, family, women's issues and for the protection of consumers, animals and the environment, all had their chance to expressed themselves on the future of Europe.

A second hearing is foreseen at the beginning of next year. Once again about hundred organisations, representing millions of citizens, will have their chance to present their ideas on Europe.

In March 1996, the results of the hearings, of discussions with the invitees of the Institutional Committee and the information visits by the rapporteurs, will be taken into account in the final EP report on the 1996 IGC. By so doing, the European Parliament, the Institutional Committee and its rapporteurs want to avoid then in 1996, with reform of the Maastricht Treaty, citizens once again feel that the reform took place without them being informed.

Europe exists above all for its citizens : it is for this reason that they must be directly involved.

J.R.H. Maij-Weggen

Rapporteur on the 1996 IGC for the EP



Quel avenir pour l'Union monétaire

La majorité des citoyens de l'Union, si interrogée, pourrait probablement répondre que les articles du Traité sur l'UEM ne sont pas contraignants et qu'il n'est pas du tout sûr si, à la fin, l'Europe aura une monnaie unique. Ce n'est pas leur faute: c'est le message qu'ils reçoivent chaque jour des médias et des hommes politiques.

En effet, aucun article du Traité a été si malheureux comme ces articles sur l'UEM. Il n'était pas suffisant d'écrire dans l'article 109J que « Si à la fin de 1997, la date du début de la troisième phase n'a pas été fixée, la troisième phase commence le 1er janvier 1999 ». La Cour de Justice pourrait théoriquement condamner les Etats membres pour infraction, sur la base de l'article 169, si ils ne transformeront leurs monnaies dans une monnaie unique en 1999, dans le cas où ils auraient atteint les critères de convergence. Tout le monde sait que cette perspective est irréaliste: la Commission agirait contre les Etats ou un Etat contre les autres ?

Ceci confirme le fait que, dans ce domaine, les aspects politiques priment encore sur les aspects juridiques, nonobstant les obligations juridiques du Traité.

D'autre part, les Etats membres qui semblent être sceptiques sur l'UEM ou qui proclament que les parlements nationaux auront le dernier mot (et si ce mot sera « non », que va-t-il arriver de la primauté du droit communautaire ?) ne veulent pas, unanimement, l'UEM dans l'ordre du jour de la prochaine CIG et acceptent de continuer avec les règles existantes, contraignantes et très rigides.

Cette attitude ambitieuse n'aide pas du tout le processus de convergence: il est clair, en effet, que la ferme conviction que l'UEM sera poursuivie peut créer dans les marchés financiers les meilleures conditions pour sa réalisation.

Si l'Allemagne continue à utiliser les critères comme une menace; si au sein des autres pays il y a toujours quelqu'un qui confirme la volonté d'entrer dès le début de la troisième phase tout en sachant que ceci est irréaliste ou qui propose de renvoyer les délais ou qui propose de modifier les décisions prises avec la ratification du Traité de Maastricht; si la position de la France continue à être incertaine en matière de critères; aucune clarification pour l'opinion publique apparaît possible. La seule chose sûre est le travail de préparation mené au sein des institutions européennes, qui continue sans interruption.

Monetary Union: what future?

The majority of European citizens, if asked, could probably answer that the Treaty articles on economic and monetary union are not binding, and that it is not at all sure if, at the end, Europe will have a single currency. It's not their fault: this is the message they receive every day from the media and politicians.

In fact, no article of the Treaty has ever been so unlucky as these articles on economic and monetary policy.

It wasn't enough to write in the art.109J that « If by the end of 1997 the date for the beginning of the third stage has not been set, the third stage shall start on 1 January 1999 », and even the specific protocol n.10 enclosed to the treaty just to point up how irrevocable is the passage to phase three seems to be completely useless.

In theory it is also possible for the Court of Justice to condemn the States for infraction, in compliance with article 169, if they don't switch their currencies to the single money in 1999, in the event that they have achieved the convergence criteria.

In practice everybody can see how unrealistic this hypothesis is (Commission vs. States, one State vs. an other?).

This mainly confirms that, in this field, politics still prevails over law, in spite of the juridical obligations in the Treaty.

On the other hand the Member States that seem sometimes so sceptical about monetary union or who claim that national parliaments will have the last word (and if it's « not » what about supremacy of European law?), don't want, unanimously, to have EMU on the agenda of the next IGC, they accept to go on with the existing, binding and very strict, rules.

This ambiguous attitude doesn't help at all the convergence process; it's clear, in fact, that the firm belief that monetary union will certainly go ahead would create in the financial markets the best conditions for its realisation.

If Germany goes on using the criteria as a threat, if inside other countries there is always somebody confirming the will to enter from the beginning in the stage three, even knowing that it's unrealistic, or postponing the deadlines, or making proposals in order to modify in any way decisions already taken with the ratification of the Maastricht Treaty, and especially as long as the position of France remains uncertain vis-à-vis the criteria, any clarification for public opinion seems impossible. The only certainty, fortuna-



En tout cas, on reste avec des doutes sur ce qui va arriver en 1998 si la France ne pourra pas respecter les critères (sur la base du plan de convergence elle devrait y arriver tout juste). Est-ce qu'il est possible que l'Allemagne laisse tomber son rôle de gardienne de la convergence, en ignorant la position de sa Cour Constitutionnelle ?

Il est utile de rappeler qu'il n'est pas nécessaire de modifier le Traité pour changer les valeurs de références pour entrer dans la troisième phase de l'UEM: une décision unanime du Conseil ECO-FIN serait suffisante pour les changer (voir article 104c, par. 14 et protocole 6 article 6).

L'alternative à l'absence de la France serait une petite union monétaire entre l'Allemagne et les pays du Benelux: sur la base du Traité même l'Allemagne et le Luxembourg seraient suffisants.

Ce qui semble certain est que l'Allemagne a dans ses mains la décision positive: il est dommage que de voies alternatives pour réaliser l'UEM ne peuvent pas être imaginées, à partir des pays qui montrent une forte volonté politique mais qui doivent être écartés à cause des critères de convergence.

La pire situation serait de laisser ces articles non appliqués à cause de l'opposition d'un membre ou de l'octroi de nouveaux délais non prévus par le Traité.

Personne peut affaiblir l'Union et l'ensemble du processus d'intégration européenne plus que la révélation que les Traités ne sont pas contraignants, qu'ils ne priment pas - une fois adoptés - sur des décisions nationales et unilatérales, que le développement des Communautés, jusqu'à maintenant caractérisé par une croissance constante, peut tourner dans une direction opposée.

tely, is that the preparatory work inside the European institutions goes on as if all were well in the world outside.

In any case everybody remains uncertain about what will happen 1998 if France does not fulfill the criteria (according to the convergence plan its hould arrive just in time), is it possible that Germany abandon the role of watchdog of the convergence, notwithstanding the position of its Constitutional Court?

It's always useful to remember that it's not necessary to modify the treaties to change the reference values to enter the third stage, rather an unanimous decision of the Ecofin council would be able to change them (see art. 104c, par.14 and proto col 6, art.6).

The alternative is a small monetary union between Germany and Benelux; according to the Treaty even Germany and Luxembourg would be sufficient.

What seems certain is that Germany has the decisive position, and it's really a pity that alternative ways to realise monetary union cannot be imagined, starting from those countries who show strong political will but are cut off because of the convergence requirements.

The worst situation would be to leave these articles unapplied because of the opposition of a member or allowing new delays outside the procedures provided by the Treaty.

Nothing could weaken the Union and the whole process of European integration more than the revelation that Treaties are not binding, that they don't prevail, once adopted, on national and unilateral decisions, that the trend of development of the Communities, until now characterised by a continuous growth and strengthening, can turn in the opposite direction.

VOTRE AVIS NOUS INTERESSE...

Crocodile, c'est également votre journal. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos commentaires, vos suggestions.



Veuillez adresser votre courrier à Crocodile, avenue Ed. Mesens 59, B-1040 Bruxelles Fax 32 - 2 - 284 91 32.

YOUR OPINION IS OF INTEREST TO US...

Crocodile is also your review. Please, do not hesitate to send us your comments and suggestions.



All letters should be sent to Crocodile, avenue Ed. Mesens 59, B-1040 Brussels Fax 32 - 2 - 284 91 32.



L'Union monétaire et ses citoyens

L'ambitieux processus, unique dans l'histoire, menant à l'Union monétaire et à l'introduction d'une monnaie européenne unique renforce l'intégration européenne, complète la réalisation du marché unique, contribue à assurer l'autonomie de l'Europe vis-à-vis des autres pôles commerciaux mondiaux et apporte de nombreux avantages économiques du fait de la constitution d'une vaste zone de stabilité monétaire. L'Union monétaire traduit la prise de conscience du fait que l'Etat nation ne peut plus répondre aux obligations qui lui sont faites sur les marchés mondiaux, à savoir assurer le minimum vital à sa population car les entreprises et les marchés financiers ont créé un marché sans Etat. La mondialisation des échanges et des investissements, les technologies modernes ainsi que les innovations dans le domaine de la finance et de la gestion font perdre de leur importance aux principaux instruments politiques, tels que la fixation des taux de change, l'imposition du capital ou des prestations financières. L'Union monétaire peut et doit permettre à l'Union européenne de reconquérir et d'utiliser les compétences et la marge de manoeuvre abandonnées par les Etats membres. L'Union monétaire donnera naissance à une Communauté solidaire irrévocable qui sera et devra être stable dans la durée lorsque d'importants progrès auront été faits sur la voie de l'Union politique. C'est pourquoi, il sera nécessaire à moyen terme de parvenir à une harmonisation plus poussée des politiques économiques et fiscales allant au delà des dispositions contenues dans le Traité de Maastricht. L'acceptation de l'Union monétaire dépendra de la manière dont la Communauté aura fait ses preuves en matière de politique fiscale et économique. Une Union monétaire responsable d'une augmentation du chômage, incapable d'endiguer l'augmentation des taux d'intérêt et de contrer les offensives spéculatrices ne saurait convaincre les populations et les marchés, malgré le rôle limité de la politique monétaire dans ce domaine.

Au vu des incertitudes et des problèmes d'acceptation, il semble urgent d'informer davantage la population sur le passage à la monnaie unique et sur le projet d'Union économique et monétaire. C'est pourquoi le Parlement Européen a proposé que soit organisée une campagne d'information sur l'Union monétaire et sur la monnaie unique. Une telle campagne a pour but de présenter les avantages, les chances et les risques que présente la monnaie unique afin de favoriser son acceptation par la population. En outre, elle permettra de préciser les modalités techniques du passage à la monnaie unique d'une façon compréhensible par tous.

The Monetary Union and its citizens

The ambitious and historically unique process leading to monetary union using a single European currency will strengthen European integration, complete the internal market, contribute to Europe's independence vis-à-vis other world trading blocs and bring economic benefits by creating a wider area of monetary stability. Monetary union reflects the realization that, with global markets, the nation State can no longer fulfil its real function of securing the livelihood of its citizens, because firms and financial markets have created a stateless marketplace. The globalization of trade and investment, modern technology, management and financial innovations has meant that key instruments of policy such as the setting of exchange rates and the taxation of capital and financial services have become meaningless. Monetary union should and must mean that these lost powers and ability to act will be retrieved and deployed jointly by the Member States of the European Union. Monetary union signals the inception of an irreversible joint community which must be permanent and will be so if greater progress is made towards political union. Consequently, closer coordination of national economic and fiscal policies than is provided for in the Maastricht Treaty will be needed in the medium term. Acceptance of monetary union will depend on how convincing the evidence of Community action in the economic and fiscal policy sphere is. A monetary union which increases unemployment and fails to curb interest-rate rises and speculation will be unable, despite the limited part played by monetary policy in such developments, to win over the public and the markets.

In view of the continuing uncertainties and problems of acceptance, further public education about the transition to the single currency and the project of economic and monetary union as a whole is urgently needed. The European Parliament has therefore proposed a public information campaign about European monetary union and the single currency. The aim of this information campaign must be to spell out the advantages, opportunities and risks associated with the single European currency in order to boost its acceptance by the public. In addition, the technical process of transition to the single currency must be explained in a way that everyone can understand.

Christa Randzio-Plath, MEP

Chairman of the subcommittee on monetary affairs of the EP





Le partenariat euro-méditerranéen

Qu'est qu'il y a derrière la nouvelle phase de la politique méditerranéenne de l'Union européenne? Le nouveau partenariat euro-méditerranéen qui a été lancé lors de la Conférence de Barcelone des 27/28 novembre est-il en mesure d'ouvrir une nouvelle phase politique et économique entre les pays de l'Union européenne et ceux de la Méditerranée du Sud ?

Après l'échec des politiques basées surtout sur la fascination des noms -la politique « globale » et la politique méditerranéenne rénovée il est sage de maintenir une attitude réservée vis à vis des instruments choisis pour renforcer la politique méditerranéenne de l'Union. Axé sur le triple volet « stabilité et sécurité politique, croissance économique, dimension humaine et culturelle », le futur partenariat euro-méditerranéen se borne à considérer comme instrument prioritaire l'établissement de la zone de libre échange. Cet objectif est perçu par les milieux économiques des pays tiers méditerranéens comme une ultérieure menace pour leurs propres économies caractérisées par une dette extérieure toujours plus lourde. Ces pays savent bien que les liens commerciaux avec l'Union sont fondamentaux, mais ils craignent aussi que les instruments de coopération économique et financière qui seront mis en place dans le cadre du partenariat ne seront pas en mesure de relancer leurs politiques de l'offre et donc de stimuler la croissance économique et la création de nouveaux emplois.

Les gouvernements de l'Union, malgré le fait qu'ils reconnaissent que les problèmes structurels du bassin Méditerranéen ont des répercussions politiques directes sur la stabilité et la sécurité de toute la région, ils n'ont pas entamé un processus en faveur d'une véritable approche multilatérale. Les instruments à caractère institutionnel pour renforcer le dialogue politique semblent en effet très insuffisants. Dans la Déclaration finale de la Conférence de Barcelone, sauf des vagues références, n'est pas prévue une articulation du dialogue politique qui permet à tous les acteurs institutionnels - gouvernements, parlements, représentants de la société civile - de participer sur un plan multilatéral aux dynamiques politiques et

The Euro-Mediterranean Partnership

What is behind the new phase of the European Union Mediterranean policy? Will the new Euro-Mediterranean partnership launched at the Conference of Barcelona, on 27-28 November, be able to start a new political and economic phase between the countries of the EU and those of the South Mediterranean Area?

After the failure of the policies, based above all on the glamour of titles - global policy and renewed Mediterranean policy -, it is wise to keep a reserved attitude vis-à-vis the instruments chosen to reinforce the Union's Mediterranean policy. Following a three-fold premise « stability and political certainty, economic growth, human and cultural dimension », the future Euro-Mediterranean partnership is limited to considering the establishment of a free exchange zone as a priority instrument. The economic « milieu » of the Mediterranean Third Countries perceive this objective as a further menace to their own economies, characterized by an increasing external debt. These countries are well aware that commercial links with the Union are fundamental, but they are also afraid that the instruments of economic and financial cooperation, which will be set up in the partnership framework, will not suffice to lift demand and, so to stimulate economic growth and the creation of new jobs.

Although the governments of the Union recognize that the structural problems of the Mediterranean Area have direct political repercussions over the stability and security of the whole region, they have not yet started any process in favour of a true multilateral approach. The institutional instruments to reinforce political dialogue seem quite wanting.

In the final Declaration of the Conference of Barcelona, except for some vague references, no provision is made for the structuring of political dialogue which allows all institutional actors - governments, parliaments, representatives of the body civic - to take part, on a multilateral basis, in the political and economic dynamics deriving



économiques qui seront déclenchées par l'établissement du partenariat euro-méditerranéen. De ce fait, le dialogue politique continuera à s'appuyer sur les structures bilatérales prévues dans les accords stipulés avec chaque pays méditerranéen. Malgré l'objectif de globaliser les relations politiques dans le bassin Méditerranéen, l'Union privilège encore l'approche bilatérale. Le faux multilatéralisme et le maintien du bilateralisme répondent donc à la realpolitik du « divide et impera » ? Certes, c'est évident que sans un véritable cadre multilatéral, les intérêts des pays tiers méditerranéens à développer des relations d'intégration plus étroites entre eux s'affaiblit et la coopération intra-régionale, principe fondamental du partenariat, devient un objectif impossible à réaliser.

La seule possibilité pour éviter la dérive bilatérale du partenariat euro-méditerranéen repose dans la conclusion d'un accord-cadre qui engage tous les pays de l'Union européenne et les pays tiers méditerranéens à créer des véritables institutions communes. En s'appuyant sur de telles institutions on pourrait développer un dialogue politique capable de contribuer à la stabilité et à la sécurité du bassin méditerranéen.

from the setting up of the Euro-Mediterranean partnership.

For that reason, the political dialogue will still be based on the bilateral structures, foreseen in the agreements struck with each Mediterranean country. Despite the objective of globalizing political relations in the Mediterranean Area, the Union still prefers the bi-lateral approach.

Does, therefore, the false multi-lateralism and the maintaining of bi-lateralism correspond to the realpolitik of « divide et impera » ? Of course, it is clear that the interest of the Mediterranean Third Countries to develop closer relations for integration among themselves, is weakened through the absence of a true multi-lateral framework and that inter-regional cooperation, the fundamental principle of the partnership, becomes unachievable. The only possibility to avoid the bi-lateral failing of the Euro-Mediterranean partnership lies in the achievement of a framework-agreement which commits all European Union Countries and the Mediterranean Third Countries to set up true common institutions. Drawing on these institutions they could develop a political dialogue capable of contributing to stability and security in the Mediterranean Area.



CROCODILE

Rédacteur en chef : Joannis Papageorgiou.

Secrétaire de rédaction : Laura Autore.

Lettre bimestrielle, fondée par Altiero Spinelli, Felice Ippolito et Pier Virgilio Dastoli en octobre 1980 pour soutenir l'action du Club Crocodile et l'élaboration du projet de Traité instituant l'Union européenne par le Parlement européen. Publiée en français et en anglais, avec le soutien du Club Crocodile pour l'Union européenne et la collaboration des Intergroupes parlementaires fédéralistes.

Co-présidents : John Pinder et Francesco Gui.

Ont collaboré à cette Lettre : Bruno Boissière, Emma Bonino, Scott Crosby, Raymonde Dury, Mark Gray, Hania Majj-Weggen, Roberto Santaniello, Adrian Taylor.

Direction : Avenue Ed. Mesens, 59 B-1040 Bruxelles, tél. 284 71 32, Fax 284 91 32.

Imprimée par : Imprimerie De Beys, chaussée de Waterloo 1245, B-1180 Bruxelles, tél. 374 17 25, Fax 374 44 62.

Crocodile est envoyé à tous ceux qui acceptent de participer aux frais de rédaction, de traduction, d'impression et de diffusion, moyennant une contribution de 2000 FB (minimum) par an, à verser en faveur du Club Crocodile pour l'Union européenne, BBL 310-0586677-10, Bruxelles.

L'idée graphique de Crocodile a été imaginée et dessinée par Sergio Ruffolo.

Lettres publiées depuis octobre 1980 : 61.



« Nous voulons une Europe de type fédéral qui soit en même temps plus forte, plus démocratique et plus solidaire »

L'Union Européenne ne pourra pas continuer à être perçue par les citoyens comme un organisme technocratique qui impose des sacrifices et des obligations et qui n'est pas capable de prendre des initiatives positives pour relancer l'économie et faire front au fléau du chômage. Ainsi nous perdrons inévitablement la bataille et les gouvernements seraient contraints à se replier sur eux-mêmes dans une logique protectionniste. Il ne s'agit pas nécessairement de réviser les critères de convergences, toujours invoqués (un vrai tabou sur lequel il est même impossible d'ouvrir toute discussion) mais de contrebalancer l'union monétaire avec une véritable union économique visant à réaliser le niveau élevé d'emploi et de protection sociale qui constituent aussi un objectif de l'Union.

La difficulté et la complexité des problèmes à affronter et le défi de l'élargissement aux pays de l'Europe centrale et orientale placent l'Europe devant un dilemme : faire un saut qualitatif en accélérant l'intégration politique (quand bien même avec un premier « noyau » de pays) ou alors accepter la dilution ainsi que l'inévitable déclin et la perte de poids politique et économique du vieux continent sur la scène internationale. Les mécanismes décisionnels devront être modifiés pour redonner un élan et une capacité d'action à l'Union : l'unanimité appliquée à une Europe à 20 ou 25 signifierait la condamner à l'immobilisme et à l'impuissance.

Nous souhaitons que l'Union puisse avancer dans la cohésion, mais le prix que nous sommes disposés à payer pour avancer unis n'est pas illimité; mieux vaut une Union Européenne moins large mais réellement intégrée sur le plan politique, qu'une Union sans projet commun et incapable d'agir à cause d'institutions pléthoriques et de mécanismes décisionnels inadaptés.

« We want a federal Europe and a stronger, more democratic and more conscientious Europe »

The European Union can no longer be perceived by the citizens as a technocratic body imposing sacrifices and duties and which is incapable of taking positive initiatives to lift the economy and to combat the scourge of unemployment. In this way we would inevitably lose the battle and governments would be induced to withdraw into themselves in protectionist mode. It is not necessarily a case of revising the convergence criteria, which although always referred to are subject to a discussion stoppy taboo, but it is important to counterbalance monetary union with a real economic union aimed at realising a high level of employment and social protection which is also a Union objective.

The difficulty and complexity of the problems and the challenge of the accession of Central and Eastern Europe create a dilemma for Europe : taking a qualitative step forward speeding up political integration (even with a hard « core » of countries, at the beginning) or then accepting dilution and inevitable decline and loss of political and economic weight of the old Continent internationally. The decision-making mechanisms must be modified so that the Union can regain momentum and the ability to act : the unanimity rule in a Europe with 20 or 25 countries would mean standstill and impotence.

We want the Union to go forward in cohesion, but the price that we are ready to pay in order to go forward together is not unlimited. It is better to have a smaller but fully integrated political Union than a Union without common project and unable to act because of a plethora of institutions and unsuitable decision-making mechanisms.

Ms Emma Bonino

Member of the European Commission

Crocodile : lettre aux Parlements d'Europe a été conçu pour faire connaître les points de vue des Intergroupes fédéralistes constitués au sein du Parlement européen, dans les Parlements nationaux, et dans les autres organes élus.

Crocodile représente aujourd'hui un instrument de communication et d'information indispensable pour les élus et les électeurs européens.



12 Pourquoi l'Europe ?

Je suis venu à Strasbourg pour poser certaines questions que se posent les citoyens de tous les pays de notre continent. Ce sont trois questions auxquelles les technocrates de Bruxelles tout comme les élites politiques des capitales nationales doivent apporter des réponses convaincantes s'ils ne veulent pas subir eux-mêmes de préjudice politique.

- * Pourquoi l'Europe ?
- * Comment l'Europe ?
- * Pour qui l'Europe ?

Commençons par la question du « pourquoi l'Europe ».

J'entends dire parfois que la fin de la guerre froide ayant fait disparaître l'ennemi extérieur, rien n'incite plus à poursuivre l'intégration intérieure de l'Europe. Cette thèse n'est pas nouvelle. Après la chute de Carthage, Caton l'Ancien demandait : « Que va devenir Rome sans ennemis ? » La question est donc de savoir si l'Europe peut se définir uniquement, dans un sens négatif, comme un antidote ou si elle est également, dans un sens positif, dotée de sa propre substance.

Il est erroné en soi de croire que la menace a disparu avec la fin de la guerre froide. Entre-temps, on aurait presque tendance à regretter la stabilité du système bipolaire fondé sur l'équilibre de la dissuasion. Le mélange de nouveaux risques en matière de sécurité est instable et donc éventuellement plus dangereux : explosion démographique, changements climatiques, migrations dues à la pauvreté, contrebande nucléaire, trafic de stupéfiants, fondamentalismes de toute couleur, génocides, effondrement de systèmes politiques.

Nombre de ces risques ne s'arrêtent pas aux frontières. Chaque jour, l'impuissance des Etats-nations face à de tels risques devient plus flagrante. Dans cet environnement, il n'y a plus d'équilibre. La Bosnie en a apporté une nouvelle fois la preuve. Le retour anachronique à la façon de penser de la balance des forces, même parmi certains partenaires européens, n'a fait que prolonger et aggraver la guerre. En outre, l'Europe, dépourvue de stratégies consensuelles, s'est montrée incapable d'agir. Cette expérience montre bien que nous avons besoin d'une Europe dotée d'une capacité d'action dans le domaine politique - et de la sécurité.

Pour combattre l'anarchie qui se propage, il n'y a qu'une stratégie possible : autant d'intégration que nécessaire et possible. Et pour cela, l'Europe est la région qui dispose des meilleures chances. A nous de ne pas les gaspiller !

L'autre question : « comment l'Europe » ?

En tant que spécialiste de droit constitutionnel allemand, je défends naturellement une forme d'organisation politique qui commence par la lettre

Why European Union?

I have come to Strasbourg to ask questions that are raised by citizens in all nations of our continent. There are three of them which technocrats in Brussels and the political elites in the national capitals will have to answer convincingly if they themselves are not to suffer political harm.

- * Why European Union?
- * How European Union?
- * For who European Union?

First the question why.

From time to time I hear the view that with Cold War having been consigned to the past our external enemy and thus the incentive for Europe's internal integration have gone as well. This argument is not new. After the fall of Carthage Cato asked what Rome would be without its enemies. So the question is whether Europe, instead of redefining its identity negatively, that is, merely as a reaction to this vacuum, it can do so by drawing on its own substance.

The very assumption that external threat went away with the Cold War is wrong. Meanwhile we are almost tempted to wish for the return of the stability inherent in the bipolar system of deterrence. The mix of new security risks lacks that stability and may therefore be more dangerous : population explosion, climate change, poverty migration, nuclear smuggling, drug trafficking, fundamentalism of every shade and colour, genocide, and the disintegration of state authority.

Many of those risks have a transnational impact. The inability of nations states to cope with them is becoming more apparent by the day. In such an environment there is no longer any balance. Bosnia has proved this yet again. The anachronistic relapse into the balance-of-power mode thinking - by European partners as well - merely prolonged and exacerbated the war. Furthermore, Europe found itself unable to act for want of a common strategy. This example shows very clearly why we need a Europe capable of taking action in both the political and the security context. There can be but one strategy to combat spreading anarchy : as much integration as necessary and possible. No region has better opportunities for this than Europe.

Let's not waste them!

Second question, how? As a German trained in constitutional law I naturally support a political system that begins with the letter « F » but which





F mais qui depuis quelque temps n'a plus le droit d'être mentionnée dans le débat européen. Apparemment, même dans la politique européenne les tabous de la « politica correctness » ont fait leur entrée.

Quoi qu'il en soit, je considère que cette forme d'organisation représente encore aujourd'hui l'une des meilleures offres de solution politique de l'histoire, à commencer par l'union des villes dans la Grèce antique jusqu'à la solution de paix qui se dessine actuellement en Bosnie. Le fédéralisme, voilà que cela m'échappe quand même, est le contraire du centralisme. Ainsi que le montre l'histoire d'après-guerre de l'Allemagne, c'est même une méthode de décentralisation. C'est pourquoi il ne devrait pas non plus faire peur aux Européens anglo-saxons. Le fait qu'Alexander Hamilton, archi-centraliste et rival de Thomas Jefferson, ait fondé en 1791 un parti qu'il a nommé le « Federalist Party » ne peut être reproché qu'à Hamilton, et non au fédéralisme.

D'un autre côté, les processus de décision fédéraux garantissent la rationalité et l'efficacité auxquelles la grande tradition étatique française en particulier a toujours été très attachée. Rien n'empêche les différentes parties de s'associer pour former une fédération tout en restant des patries. L'Europe en tant que « patrie des patries » sonne également bien à l'oreille d'un fédéraliste. Car, finalement, ce ne sont pas les représentants d'un particularisme allemand qui ont été les premiers à forger la notion des « Etats-Unis d'Europe », ce sont de grands hommes français comme Saint-Simon et Victor Hugo. Rien n'oblige les membres de l'Union européenne à choisir précisément le modèle de fédération suisse, américaine ou allemand ? N'y a-t-il pas, après tout, encore la possibilité consolante de réfléchir à une variante fédérale complètement nouvelle ? Je pense que c'est l'une des chances et des tâches les plus importantes du Parlement Européen. C'est dans cette enceinte que doit avoir lieu le débat sur la future organisation politique de l'Union Européenne.

Enfin « pour qui » unifier l'Europe ? C'est le Parlement européen qui est le mieux placé pour formuler une réponse sans équivoque. L'Europe ne doit pas être celle des technocrates bruxellois ou des classes politiques des capitales. Dans leur concurrence traditionnelle gît le danger des vanités hypertrophiées ainsi que tous les coûts hypertrophiés que cela comporte. A long terme, une Europe unie et démocratique ne pourra exister que si elle s'entend comme une Europe des citoyens. L'Union Européenne ne peut être développée que si elle est acceptée des citoyens de l'Union, et elle ne peut prendre corps que si elle est aussi solidement ancrée dans leur cœur.

Extraits du discours prononcé devant le Parlement européen par M. Roman Herzog, Président de la République Fédérale d'Allemagne, à Strasbourg le 10 octobre 1995.

of late has become taboo in European debate. Even there, it seems, we are confronted with political correctness.

Nonetheless, I still consider that system to be the best history has ever had to offer, from the leagues of ancient Greece to the emerging peace settlement for Bosnia. Federalism - there I have gone and said it - is, after all, the opposite of centralism. Indeed, as exemplified by the Germany's post-war history, it can almost be said to be a method of decentralisation. For this reason our Anglo-Saxon Europeans need not be afraid of it. The fact that the arch-centralist Alexander Hamilton, Thomas Jefferson's rival, founded a party in 1791 and called it the « Federalist party » can be blamed only on Hamilton, but not on federalism.

On the other hand, federal decision-making procedures ensure the rationality and effectiveness which have always been at the heart of in particular the great French political tradition. There is nothing to stop fatherlands from forming a federation and still remaining fatherlands. Europe as a « patrie des patries » has always rung true in the ears of federalists too. For it was not the advocates of German particularism who first spoke of a « United States of Europe » but such great Frenchmen as Saint Simon and Victor Hugo.

There is nothing to compel the members of the European Union to opt for, say, the Swiss, the American or the German federal system. And there is undoubtedly the reassuring alternative of choosing a totally different model. This, I feel, is one of the great tasks of the European Parliament and a marvellous opportunity. The place to conduct the debate on Europe's future political organization is Parliament.

Finally, « for whom » do we want to unite Europe? Nowhere can this question be answered more clearly than in the European Parliament. It should not be a Europe of Brussels technocrats or of the political classes in our capitals. Their traditional rivalry entails the danger of hypertrophied vanities with all the hypertrophied costs they produce. There will only be a lasting, democratic Europe if it sees itself as a people's Europe.

The European Union can only be developed further if it is accepted by the people, and it can only be given substance if it is firmly rooted in their hearts.

Extracts from the speech given before the European Parliament by Roman Herzog, President of the Federal Republic of Germany, Strasbourg, 10 October 1995.



14 Le Parlement européen et la société civile

Le Parlement européen a accueilli, les 17 et 18 octobre 1995, la première de deux auditions programmées pour les organisations non gouvernementales en vue de la Conférence Intergouvernementale en 1996. En se chargeant de l'audition de 96 ONG, le Parlement Européen a ainsi réalisé la première consultation significative de représentants du « citoyen moyen » d'une institution européenne. Cette consultation s'est concentrée sur les thèmes de la citoyenneté, de la politique sociale et de l'environnement.

L'idée de l'audition avait été lancée dans le rapport Dury/Maij-Weggen, actuellement en discussion devant la commission institutionnelle du PE. Nous publions dans cette Lettre les opinions exprimées directement par Mmes Dury et Maij-Weggen.

Il ne faut pas sous-estimer un premier résultat acquis par le PE; le fait d'avoir montré la volonté politique de lancer une telle initiative. En plus, l'événement a été très bien organisé, en évitant un grand nombre de pièges qu'une initiative pareille aurait pu rencontrer. Le succès de l'audition ne doit faire oublier des questions qui ont été posées, à savoir si la consultation avait été organisée à la bonne place et au bon niveau.

Beaucoup de monde a affirmé en effet que les vrais problèmes existent dans les Etats membres et non à Bruxelles. Il est significatif que la grande majorité des ONG présentes soit installée à Bruxelles et que seulement un petit nombre soit arrivé des Etats membres.

Une autre question concerne la façon dans laquelle les rapporteurs du Parlement européen pourront tenir compte de tous les points de vue si riches et divers.

On s'est aussi demandé si les institutions politiques, à tous les niveaux, ont un véritable désir de consulter « le citoyen » ou si elles veulent développer des relations publiques pour répondre aux critiques adressées au Traité de Maastricht. Certains ont même affirmé que des secteurs du Parlement européen veulent utiliser ce genre de relations publiques pour éviter des discussions ultérieures sur le rapport Dury/Maij-Weggen, qui pourrait limiter la liberté d'action des représentants du Parlement européen au sein du groupe de réflexion.

Un certain nombre d'ONG n'était pas représenté: les syndicats n'ont pas accepté d'être présents ainsi que plusieurs organisations de l'environnement. Ces absences montrent une certaine faiblesse dans la classification des organisations. Plusieurs étaient les ONG présentes, d'autres étaient des instituts, d'autres

The European Parliament and the Body Civic

The European Parliament hosted, on 17 - 18 October 1995, the first of the scheduled two hearings of non-governmental organisations in the context of the 1996 Intergovernmental Conference. Undertaking the hearing of the ninety-six organisations the European Parliament completed the first extensive consultation of representatives of the so called « average citizen » by any of the European institutions.

Developed from proposals in the Dury/Maij-Weggen report which is being discussed before the Institutional Affairs Committee. We publish in this Newsletter the opinions expressed directly by Ms Dury and Ms Maij-Weggen.

The achievement of the European Parliament in even having the political will to consider such an initiative must not be underestimated. The event itself was also extremely well organised, thus, avoiding a large number of pitfalls that an event of this size could have encountered. The success of the hearing however must not result in a failure to consider the wider questions of whether this consultation is being undertaken in the right place or at the right level.

A number of people have suggested the real problem exists within the Member States and not in Brussels. It was noticeable that most of the organisations were Brussels based, with only a small number from the Member States themselves. There is also a wider concern of how such a rich and diverse number of viewpoints can be taken into account by the co-rapporteurs.

It is also questionable whether there is a real desire to consult « the citizen » by the political institutions at all levels, or merely a public relations exercise to answer the critics of Maastricht. Within a number of the political groups of the European Parliament there appears to be a desire to use public relations exercises such as the hearings to avoid further discussion on the Dury/Meij-Weggen report as it could limit the Parliament's representatives in the Reflection Group.

It was also significant that a number of key organisations were not represented. The Trade Unions did not support the initiative and a number of the important environmental organisations were not present. This underlined the key problem at the hearing, namely, little classification of organisation. Many were organisations, others institutes, others pressure groups. The members represented were often vastly different, from some of the enormous German industrial organisations to others which



encore des groupes de pression. Les membres présents étaient très différents, en passant de grandes entreprises allemandes à d'autres représentées par un président ou un secrétaire.

La possibilité donnée aux organisations d'indiquer leurs propositions par écrit ou oralement a eu comme résultat des heures de suggestions sur des thèmes très différents. On doit constater qu'il n'y a eu aucune tentative de se réunir autour d'objectifs plus vastes. Tout en appréciant l'opportunité d'établir des contacts avec les parlementaires et les autres organisations, les ONG n'ont pas eu la possibilité d'avoir un vrai débat, faute de temps.

Enfin, il faut voir quelle action a été entreprise par les autres institutions. Même si on peut considérer l'initiative du Parlement comme un moyen de faire pression sur les autres institutions, on devrait aussi la concevoir comme une opportunité donnée aux autres institutions de mettre en oeuvre leurs programmes de consultation. Cette possibilité rend nécessaire une coordination des différents événements et des organisations qui sont en train d'élaborer des propositions sur la CIG. L'engagement des institutions pour un débat public pourrait se traduire dans un soutien de nombreuses initiatives qui se développent pour créer de tels réseaux.

En conclusion, le succès ou l'échec de l'initiative ne peut pas être jugé à ce stade, car beaucoup dépendra de la volonté de continuer cette première phase de consultations avec d'autres actions concrètes. S'il y a une véritable volonté politique de consulter les citoyens, les auditions des ONG devront occuper plus qu'une ligne dans le rapport Dury/Maij-Weggen.

appeared to represent no more than the President and secretary.

The provision of an opportunity for the organisations to indicate their proposals in oral and written form, resulted in hours of proposals on every different subject imaginable. Although a positive element was the general impression of pro-European proposals, it was disappointing that there was no attempt to unite around even broad objectives. The organisations clearly appreciated the opportunity to establish contacts with parliamentarians and other organisations, however, significant debate failed to materialise due to the time restraints.

This event also raises the question of what action is being taken by the other institutions. Although some have seen the Parliament's action as inserting pressure on the other institutions, it should be seen from a positive point of view as it provides the other institutions with a great opportunity to implement their programmes of consultation. There appears to be a clear need for co-ordination of the different events and organisations that are producing documents on the Intergovernmental Conference. The institutions' commitment to a public debate could be demonstrated through support for the various initiatives that are developing to create such networks.

In conclusion, success or failure of the initiative can not be judged at this stage as so much will depend on the desire to follow up this first stage of consultation with further concrete action. If there is a real political will to consult the citizens of Europe, the hearings of the non-governmental organisations must not only receive a one line mention in the Dury/Maij-Weggen report.

« Nous sommes bien conscients du fait qu'en vous écrivant en français et en anglais, qui ne sont ni l'une ni l'autre notre langue maternelle, nous risquons de commettre des fautes linguistiques plus au moins graves, et nous imposons, d'autre part, un effort supplémentaire à nous-mêmes qui écrivons et à quelques-uns d'entre vous qui nous lisez. Mais c'est là le destin de toute langue qui devient « koiné diálektos », « lingua franca ». Il en a été ainsi, par exemple, du latin et du grec, lorsqu'ils sont devenus les deux langues de communication courantes dans l'Empire romain. Veuillez donc, chers lecteurs, accepter de bonne grâce la médiocrité de notre langue. De notre côté, nous nous efforcerons de dire des choses qui méritent d'être lues. »

« We are aware that by writing to you in French or English, neither of which is our mother tongue, on the one hand we run the risk of making some serious grammatical mistakes, while on the other hand we are putting an additional strain on ourselves as authors, as well as on some of our readers. But that is the fate of any language which becomes a « koiné diálektos », a « lingua franca ». It happened, for example, in the case of Latin and Greek, when they became the two languages for everyday communication in the Roman Empire. Thus we ask our readers to make allowances for our mediocre prose. For our part, we promise to write things deserving to be read. »

(Altiero Spinelli, « Crocodile », octobre 1980)



Calendrier de la présidence italienne du Conseil (janvier-juin 1996)

Janvier

- 8 : Conseil Pêche, à Bruxelles
- 8 : Rencontre entre le gouvernement italien et la Commission européenne, à Rome
- 22 : Conseil Ecofin et agriculture, à Bruxelles
- 26 : Rencontre informelle des Ministres de la Justice, à Rome
- 29 : Conseil affaires générales, à Bruxelles

Février

- 3 : Rencontre informelle des Ministres de l'Energie, à Bologne
- 12 : Conseil Ecofin, à Bruxelles
- 19 : Conseil affaires sociales, à Bruxelles
- 24 : Rencontre informelle des Ministres du Marché Intérieur, à Rome
- 26 : Conseil affaires générales et agriculture, à Bruxelles

Mars

- 4 : Conseil environnement, à Bruxelles
- 9 : Rencontre informelle des Ministres des affaires étrangères, à Palermo
- 11 : Conseil Ecofin et transports, à Bruxelles
- 18 : Conseil agriculture, à Bruxelles
- 19 : Conseil agriculture ainsi que justice et affaires intérieures, à Bruxelles
- 21 : Conseil télécommunications, à Bruxelles
- 25 : Conseil affaires générales et recherche, à Bruxelles
- 28 : Conseil industrie, à Bruxelles
- 29 : **Conseil européen (à confirmer), à Turin**

Avril

- 12 : Rencontre informelle des Ministres des transports, à Rome
- 18 : Conseil tourisme, à Luxembourg
- 22 : Conseil affaires générales et pêche, à Luxembourg
- 23 : Conseil consommateurs, à Luxembourg
- 23 : Rencontre informelle des Ministres de la Culture, à Bologne
- 24 : Rencontre informelle des Ministres des télécommunications, à Bologne
- 29 : Conseil agriculture, à Luxembourg

Mai

- 3 : Rencontre informelle des Ministres de la Politique Régionale, à Rome
- 5 : Rencontre informelle des Ministres de l'agriculture, à Bari
- 6 : Conseil Ecofin, ainsi que éducation et jeunesse, à Bruxelles
- 7 : Conseil énergie, à Bruxelles
- 13 : Conseil affaires générales et industrie, à Bruxelles
- 14 : Conseil santé, à Bruxelles
- 20 : Conseil développement et agriculture, à Bruxelles
- 23 : Conseil protection civile, à Bruxelles
- 28 : Conseil marché intérieur, à Bruxelles
- 29 : Conseil télécommunications, à Bruxelles

Juin

- 3 : Conseil Ecofin et affaires sociales, à Luxembourg
- 4 : Conseil justice et affaires intérieures, à Luxembourg
- 10 : Conseil affaires générales et pêche, à Luxembourg
- 11 : Conseil culture, à Luxembourg
- 17 : Conseil transports, à Luxembourg
- 19 : Conseil recherche, à Luxembourg
- 21 : **Conseil européen, à Florence**
- 24 : Conseil agriculture, à Luxembourg
- 25 : Conseil environnement, à Luxembourg

